

Jusqu'où l'opposition va-t-elle exploiter le douloureux problème des Roms ?

Depuis que l'opposition, par la voix de son responsable Jean-Jacques Rey, avait tenu à interpeller fortement la nouvelle majorité dès les deux premiers conseils municipaux au printemps dernier sur la question des Roms afin que ces sujets soient largement évoqués dès le lendemain dans la presse locale, on savait que le groupe municipal d'opposition "Union pour l'avenir des stéphanois" était prêt à exploiter intensément ce douloureux et complexe problème pour mettre en difficulté la nouvelle municipalité.

Le communiqué que vient de publier le principal groupe de l'opposition, reproduit à la fin de cet article, franchit une nouvelle étape et montre jusqu'où l'opposition est prête à aller dans cette direction :

- ce communiqué n'hésite pas à affirmer que *"les services municipaux... ont brûlé les effets personnels et le mobilier des Roms restés dans l'école"*. Or, n'importe quel passant peut encore aujourd'hui aller vérifier qu'il n'y a eu aucun incendie dans l'école ni des biens qu'il contenait ni du bâtiment. Comme dans toutes les villes où l'on veut empêcher la ré-occupation d'un squat évacué, les bâtiments sont enfumés en consumant des pneus à l'intérieur sous la surveillance des pompiers et de la police nationale (rappelons que ce local, qui est destiné depuis longtemps à être détruit, le sera à l'automne prochain).

- les locaux ayant été pillés et les effets personnels renversés dans la nuit qui a suivi l'expulsion, l'opposition reproche de ne pas avoir muré les issues du bâtiment. Les portes et fenêtres ont effectivement été condamnées. Mais lorsqu'on sait que ce bâtiment est entièrement vitré sur plusieurs centaines de mètres, chacun peut constater sur place qu'il était impossible de le murer.

- quant à la demande de réunion des présidents de groupe, elle est arrivée en mairie le 24 juillet (le tampon administratif du service du courrier en fait foi). Quant on sait que l'opposition a publié le communiqué ci-dessous dès le lendemain, on devine à quel point... elle tient effectivement à connaître la vérité avant de prendre position.

En définitive, on était en droit d'attendre plus de retenue de la part des membres de l'ancienne majorité municipale qui, d'expulsion en expulsion, n'est jamais parvenue à régler ce problème. L'opposition aurait-elle oublié les destructions à la pelleuse des dizaines de caravanes et d'habitations en 2006 près du Clapier ? Ou l'expulsion du squat Béraud en 2007 ? De même faut-il rappeler que l'école de Montplaisir était occupée depuis près de 2 ans ? Certes, personne ne peut prétendre aujourd'hui résoudre définitivement un problème aussi sensible et difficile ; mais cela devrait au moins conduire chacun à éviter de l'exploiter d'une telle manière à des fins politiciennes.

Les groupes d'élus de la majorité municipale

Communiqué du groupe municipal d'opposition "Union pour l'avenir des Stéphanois"

"La lettre ouverte adressée le 22 juillet dernier au Maire de Saint-Etienne par Jean-Jacques Rey, Conseiller général et Président du groupe "Union pour l'avenir des Stéphanois", est restée lettre morte ! M. Vincent n'a pas accepté la main qui lui était tendue, nous le regrettons. Il n'a pas souhaité réunir les Présidents du groupe, comme nous lui avons demandé, afin que nous soyons informés du sort réservé à la soixantaine de Roms qui squatte actuellement le kiosque de la place Jean-Jaurès. C'est son choix et il devra, là encore, l'assumer. Nous déplorons sincèrement l'attitude méprisante qu'a choisi d'adopter M. Vincent et son équipe vis-à-vis de l'opposition en refusant tout dialogue et toute transparence sur le saccage de l'école de Montplaisir après l'expulsion des Roms. M. Vincent préfère se justifier devant la presse que répondre aux questions légitimes de ses concitoyens. Dommage. C'est donc par la presse que nous apprenons que ce sont bien les services municipaux qui ont vandalisé l'immeuble, et brûlé les effets personnels et le mobilier des Roms restés dans l'école ! M. Vincent, qui dit aujourd'hui "assumer", est donc responsable de ce saccage. Mais assumer n'est pas pour autant excusable ! Nous condamnons avec la plus grande fermeté ces nouvelles méthodes municipales de dissuasion, d'autant qu'elles auraient pu être évitées en murant simplement les issues du bâtiment. Nous espérons à présent que "Roms plage" ferme ses portes et que l'évacuation imminente du campement de la place Jean-Jaurès se fera avec humanité, sans débordement ni excès de zèle, et surtout que M. Vincent ne donnera pas d'ordres condamnables aux services municipaux."